



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240422-lmc1326763-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 23 avril 2024
Date de publication : 23/04/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 22 AVRIL 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/246		
CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE CAUE EN VUE DE LA REALISATION D'UN SCHEMA D'ACCUEIL DU PUBLIC, DE DEFINITION DES SENTIERS THEMATIQUES ET LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE LIE A L'EAU SUR LES SITES DE CAP SICIE / FABREGAS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/246

BUREAU DU 22 AVRIL 2024

**O B J E T : CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE CAUE EN
VUE DE LA REALISATION D'UN SCHEMA D'ACCUEIL
DU PUBLIC, DE DEFINITION DES SENTIERS
THEMATIQUES ET LA MISE EN VALEUR DU
PATRIMOINE LIE A L'EAU SUR LES SITES DE CAP
SICIE / FABREGAS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le transfert de compétence « action de valorisation des espaces naturels et
paysagers » à Toulon Provence Méditerranée lors du passage en Métropole au
1er janvier 2018,

VU la délibération n°06/12/29/202 portant le transfert de la gestion du Massif du Cap Sicié au profit de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée à compter du 1er janvier 2007,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°19/12/487 du 10 décembre 2019 portant transfert de gestion du Domaine de Fabregas à la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°19/1100 du 2 décembre 2019 portant autorisation de signature la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique entre le CAUE du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°20/357 du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du conservatoire du littoral, incluant le Domaine de Fabregas,

VU les deux projets de Conventions d'accompagnement ci-annexés,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est gestionnaire de l'ensemble du Massif Grand Sicié en cours de transfère à cette dernière, sur les communes de La Seyne-sur-Mer et de Six-Fours-les-Plages comprenant le Domaine de Fabregas, propriété du Conservatoire du Littoral,

CONSIDERANT qu'il existe une convention cadre de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement permettant entre autres la mise à disposition de l'association aux collectivités et administrations publiques qui peuvent les consulter sur tous projets d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement,

CONSIDERANT que la convention cadre permet de développer des collaborations et des coopérations entre les deux structures,

CONSIDERANT que dans ce cadre la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite mettre en œuvre deux conventions pour :

- Réaliser un schéma d'accueil du public et définir des sentiers thématiques du Grand Sicié sur les communes de La Seyne-sur-Mer et de Six-Fours-Les-Plages pour un montant de 5 000 euros,
- De mettre en valeur le patrimoine lié à l'eau du domaine de Fabregas de la Commune de La Seyne-sur-Mer, pour un montant de 5 000 euros,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les deux conventions de partenariat et à verser une participation financière d'un montant de 5 000 euros par partenariat envisagé.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'Opération n°23 233 Chapitre 011 Fonction 76.4 Article 61521, Budget principal

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Convention de partenariat

Mission d'accompagnement en vue de la réalisation d'un schéma d'accueil du public et définition des sentiers thématique du Grand Sicié sur les communes de La Seyne sur Mer et de Six-Fours-les-Plages

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège social est situé 107 boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon, représentée par son Président, **Mr Jean-Pierre GIRAN**, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil Communautaire du

N° de SIRET 248 300 343 00076

d'une part,

et

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Var (CAUE VAR), dont le siège social est situé 26 place Vincent Raspail, 83000 Toulon, représenté par son Président **Mr Marc LAURIOL**, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil d'administration du 15 décembre 2022 et par l'article 11 des statuts, N° de SIRET 330 783 416 00051

d'autre part.

PREAMBULE

L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE a pour but de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Créé à l'initiative du Conseil Départemental, c'est une association à but non lucratif qui exerce une mission de service public ;

Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement (...) ; (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Il met à disposition sa connaissance du territoire départemental ;

Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place possible de conventions d'accompagnement.

Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage.

Il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

Le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales.

Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre.

Le CAUE VAR dans un souci permanent de répondre aux missions qui lui sont conférées tout en s'adaptant aux besoins de ses différents publics souhaite aujourd'hui dans des démarches transversales tisser des liens avec l'ensemble des acteurs de la construction des paysages naturel et bâti.

Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA MISSION

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est gestionnaire de l'ensemble du massif qui constitue le Grand Sicié, à cheval sur les communes de La Seyne sur Mer et de Six-Fours-les-Plages.

Ce massif est très intimement lié à la vie des deux communes depuis la nuit des temps comme espace de ressources naturelles forestières, hydrauliques, cynégétiques et agricoles, comme site de défense militaire, ou comme lieu de dévotions culturelles... De nombreuses traces de ce riche passé sont encore visibles et méritent d'être valorisées afin d'en accroître la connaissance par les usagers du massif et favoriser ainsi l'appropriation collective de l'Histoire du Lieu et sa préservation.

Aujourd'hui de nouvelles pratiques citadines de randonnées pédestres, de footing ou de VTT investissent le massif, et génèrent des conflits d'usages et des dégradations importantes sans pour autant s'intéresser à l'Histoire locale et à ses richesses patrimoniales.

Les services de la Métropole ont d'ores et déjà recensé l'ensemble des sentiers, pistes et voies qui parcourent ce site sensible. Ils ont également identifié les différents éléments patrimoniaux visibles, disparus ou cachés, ainsi que les différents points d'accès. La bastide du Domaine de Fabrégas, accueillant les services de gestion du site de la Métropole et du CNLRL, est destinée à devenir la Maison de Site du Grand Sicié et son lieu d'animation et d'accueil principal du public.

La Métropole sollicite le CAUE Var pour l'accompagner dans sa réflexion en vue de thématiser les différents sentiers dans une démarche didactique de connaissance du massif et de l'histoire locale, mais également en vue de canaliser les piétinements et limiter les conflits d'usages.

Ces thématiques seront (liste non exhaustive) :

- Religieuse,
- Militaire,
- Agricole,
- Botanique,
- Hydraulique,
- Maritime,
- Botanique,
- Paysagère,
- etc

Les connexions au Sentier Métropolitain et au Sentier Littoral devront également être examinées.

La réflexion devra en outre porter sur la signalétique, par panneautage ou en numérique, en respectant les préconisations de la DREAL et du CNLRL.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION

A partir de la ressource collectée par les services de la Métropole et un repérage de terrain, le CAUE Var croisera la cartographie générale des sentiers et pistes sillonnant le massif avec le repérage des éléments patrimoniaux liés aux différentes thématiques.

hu

A partir de ce premier travail, la recherche portera en concertation avec les services de la Métropole sur la mise en cohérence de la thématique des différentes boucles et les connexions ou les dissociations (en cas de conflits d'usages) à, éventuellement, établir.

Des propositions de signalétique physique et/ou numérique seront également formulées en lien avec les préconisations de la DREAL et la charte graphique du CNLRL sur son territoire.

ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE

Le CAUE Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission. En particulier, il missionnera le prestataire qui lui semblera, après consultation parmi les bureaux d'études retenus dans le cadre de l'accord-cadre annuel, en capacité de lui apporter le meilleur appui.

Le prestataire du CAUE Var réalisera la mission qui lui est confiée en autonomie (recherches, investigations, relevés de terrains, rédaction et conception des pièces graphiques et écrites, réunions techniques et de travail...) qui seront validées par le CAUE Var.

ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION

Dès la réception de la convention signée par le Président de la Métropole et par le Président du CAUE Var, le CAUE Var lancera un marché subséquent à son accord cadre annuel pour s'adjoindre les services d'un prestataire du lot PE5.

Dès que celui-ci sera choisi par le CAUE Var, **une réunion de lancement** de la mission sera organisée.

Lors de cette réunion de lancement la Métropole remettra au CAUE, tous les documents utiles à sa mission listés ci-dessous.

La mission démarrera dès la réunion de lancement et la remise des documents nécessaires à sa réalisation. Elle prendra fin à la remise de rapport final.

Liste des documents à fournir au CAUE :

- Relevé des sentiers et pistes existants,
- Ressources iconographiques et historiques ou scientifiques disponibles,
- Charte graphique et délimitation du domaine du CNLRL.

A cette réunion seront invités les représentants de la Métropole, de la commune (élus et services), du CNLRL, de la DREAL.

Cette réunion sera l'occasion pour l'équipe du CAUE :

- de préciser les attentes des élus et des services et de présenter le planning de la mission et de l'atelier participatif,
- de collecter les documents de travail nécessaires au déroulement de la mission,
- de visiter les sites concernés avec les élus et les services. (Facultatif)

Une réunion intermédiaire de présentation de l'état des lieux et du diagnostic en découlant, sera organisée en invitant les mêmes personnes. Lors de cette réunion les pistes de thématique seront esquissées.

Une réunion finale présentera le dossier amendé suite à la réunion intermédiaire et complété par les éléments chiffrés (signalétique).

Cette réunion pourra être commune avec la mission mise en valeur du patrimoine hydraulique du Domaine de Fabrégas.

Après cette dernière réunion, le CAUE Var livrera à la Métropole son rapport de mission définitif, amendé suite à la réunion finale.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION AUTOUR DE LA MISSION

La Métropole accepte que le CAUE Var communique sur cette mission à travers ses réseaux sociaux et son site web. La Métropole peut également communiquer autour de cette étude. Le CAUE Var, sur sollicitation, peut fournir des visuels de communication pour alimenter site internet, réseaux sociaux, article presse, journal municipal ...

Si toutefois la Métropole est défavorable à une communication autour de la mission, une formulation écrite doit être envoyée au CAUE Var soit par mail contact@cauevar.fr ou par voie postale.

ARTICLE 6 : CONTRIBUTION A LA MISSION

Une contribution forfaitaire au fonctionnement général du CAUE Var sera versée par la Métropole, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture conformément à la résolution validée en Conseil d'administration/Assemblée Générale en date du 30 juin 2023. La contribution forfaitaire au regard du seuil démographique s'élève à la somme de 5 000€ (non soumis à TVA).

ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION

L'étude débutera à la réception de la convention signée et de la notification et à la remise par la Métropole des documents nécessaires à sa réalisation, et se déroulera sur une durée de 6 (six) mois.

ARTICLE 8 : MODALITE DE VERSEMENT

Le versement de la contribution forfaitaire, s'effectuera comme suit, 50% au démarrage de l'étude et 50% au rendu final, dès réception de la facture sur CHORUS PRO, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement Société Générale, sous les références suivantes :

Code banque : 30003, code guichet : 02100, numéro compte : 000 3727 4905, clé RIB : 60.

ARTICLE 9 : RESILIATION

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entrainera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

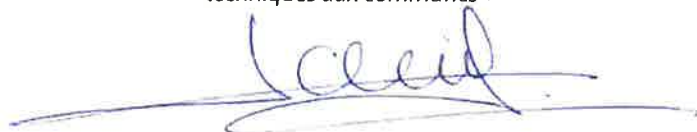
ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La loi française s'applique à la présente Convention. A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le Fait en 2 exemplaires

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Jean-Pierre GIRAN
Président

Pour le CAUE VAR
Marc LAURIOL
Conseiller Départemental du Var
Président du CAUE Var
Chargé de mission auprès du Président du
Conseil Départemental « aides financières et
techniques aux communes »



Convention de partenariat

Mission d'accompagnement en vue de la mise en valeur du patrimoine lié à l'eau du Domaine de Fabrégas sur la commune de La Seyne sur Mer

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège social est situé 107 boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon, représentée par son Président, **Mr Jean-Pierre GIRAN**, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil Communautaire du

N° de SIRET 248 300 343 00076

d'une part,

et

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Var (CAUE VAR), dont le siège social est situé 26 place Vincent Raspail, 83000 Toulon, représenté par son Président **Mr Marc LAURIOL**, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil d'administration du 15 décembre 2022 et par l'article 11 des statuts,

N° de SIRET 330 783 416 00051

d'autre part.

PREAMBULE

L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE a pour but de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Créé à l'initiative du Conseil Départemental, c'est une association à but non lucratif qui exerce une mission de service public ;

Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement (...) ; (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Il met à disposition sa connaissance du territoire départemental ;

Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place possible de conventions d'accompagnement.

Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage.

Il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

Le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales.

Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre.

Le CAUE VAR dans un souci permanent de répondre aux missions qui lui sont conférées tout en s'adaptant aux besoins de ses différents publics souhaite aujourd'hui dans des démarches transversales tisser des liens avec l'ensemble des acteurs de la construction des paysages naturel et bâti.

Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA MISSION

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, souhaite mettre en valeur le riche patrimoine lié à l'eau du domaine de Fabrégas, propriété du Conservatoire du Littoral, dont elle a la gestion. Ce domaine couvre une superficie de 74ha composée de terrains agricoles exploités ou en friche ainsi que de grandes surfaces boisées. Ce patrimoine a fait l'objet d'un recensement et d'une recherche historique approfondie par les services de la Métropole. Il s'agit aussi bien d'ouvrages agricoles du Domaine lui-même (canaux d'irrigation, puits, beals, citernes, moulins...) que civils qui concernaient le quartier et la Ville de La Seyne sur Mer (puits, lavoirs...) et naturels (ruisseau des Moulières, petit fleuve côtier de l'Oïde).

La Métropole sollicite le CAUE Var pour l'accompagner dans une démarche de réflexion globale sur la mise en valeur de ce patrimoine. L'objectif est de valoriser les éléments visibles et révéler les éléments disparus ou enterrés.

A ce titre elle attend de cette mission des préconisations de travaux de restauration ou de mesures de protection, la définition de nouveaux usages permettant de faire vivre divers éléments, la mise au point d'un parcours didactique de découverte qui devra s'insérer dans le schéma global des sentiers thématiques du Grand Sicié étudié par ailleurs.

La signalétique de ce parcours devra respecter la charte graphique du Conservatoire du Littoral.

Ces préconisations feront l'objet d'une estimation sommaire des coûts.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION

A partir de la ressource iconographique et historique collectée par les services de la Métropole et un repérage de terrain, le CAUE Var dressera dans un premier temps une cartographie globale de l'ensemble des éléments de patrimoine. Pour chaque élément, il relèvera les coordonnées géographiques à partir de google maps afin de pouvoir être intégré par la Métropole dans sa banque de données SIG.

Dans un second temps, il analysera :

- Les caractéristiques physiques des ouvrages,
- Leur mode constructif et leur état,
- Les conditions d'accès,
- Les possibilités de remise en usage en concertation avec la Métropole,
- Les préconisations de travaux de remise en état ou de cristallisation, accompagnées d'un chiffrage sommaire.

Enfin, il formulera des propositions de parcours didactiques accompagnées de propositions de signalétique physique ou numérique, en prenant en compte les préconisations de la DREAL et la charte graphique du CNLRL.

Le CAUE Var présentera les différentes aides et subventions auxquelles la Métropole peut être éligible pour la réalisation de ces actions.

ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE

Le CAUE Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission. En particulier, il missionnera le prestataire qui lui semblera, après consultation parmi les bureaux d'études retenus dans le cadre de l'accord-cadre annuel, en capacité de lui apporter le meilleur appui.

Le prestataire du CAUE Var réalisera la mission qui lui est confiée en autonomie (recherches, investigations, relevés de terrains, rédaction et conception des pièces graphiques et écrites, réunions techniques et de travail...) qui seront validées par le CAUE Var.

ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION

Dès la réception de la convention signée par M. Le Président de la Métropole et le Président du CAUE Var, Le CAUE Var lancera un marché subséquent à son accord cadre annuel pour s'adjoindre les services d'un prestataire architecte du patrimoine.

Dès que celui-ci sera choisi par le CAUE Var, une réunion de lancement de la mission sera organisée.

Lors de cette réunion de lancement la Métropole remettra au CAUE Var, tous les documents utiles à sa mission listés ci-dessous.

La mission démarrera dès la réunion de lancement et la remise par la Métropole des documents nécessaires à sa réalisation. Elle prendra fin à la remise de rapport final.

Liste des documents à fournir au CAUE :

- Ressources iconographiques et historiques disponibles,
- Plan cadastral de délimitation du domaine (pdf),
- Charte graphique du CNLRL.

A cette réunion seront invités les représentants de la Métropole, de la commune (élus et services), du CNLRL, de la DREAL.

Cette réunion sera l'occasion pour l'équipe du CAUE :

- de préciser les attentes des élus et des services et de présenter le planning de la mission,
- de collecter les documents de travail nécessaires au déroulement de la mission,
- de visiter les sites concernés avec les élus et les services. (Facultatif)

Une réunion intermédiaire de présentation de l'état des lieux, du diagnostic en découlant, et des préconisations de travaux sera organisée, en invitant les mêmes personnes.

Une réunion finale présentera le dossier amendé suite à la réunion intermédiaire et complété par les éléments chiffrés et les propositions de sentier(s) didactique(s).

Cette réunion pourra être commune avec la mission de définition d'un schéma d'accueil du public et des sentiers thématiques à l'échelle du Grand Sicié.

Après cette dernière réunion, le CAUE Var livrera à la Métropole son rapport de mission définitif, amendé suite à la réunion finale.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION AUTOUR DE LA MISSION

La Métropole accepte que le CAUE Var communique sur cette mission à travers ses réseaux sociaux et son site web. La Métropole peut également communiquer autour de cette étude. Le CAUE Var, sur sollicitation, peut fournir des visuels de communication pour alimenter site internet, réseaux sociaux, article presse, journal municipal ...

Si toutefois la Métropole est défavorable à une communication autour de la mission, une formulation écrite doit être envoyée au CAUE Var soit par mail contact@cauevar.fr ou par voie postale.

ARTICLE 6 : CONTRIBUTION A LA MISSION

Une contribution forfaitaire au fonctionnement général du CAUE Var sera versée par la Métropole, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture conformément à la résolution validée en Conseil d'administration/Assemblée Générale en date du 30 juin 2023. La contribution forfaitaire au regard du seuil démographique s'élève à la somme de 5 000€ (non soumis à TVA).

ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION

L'étude débutera à la réception de la convention signée et de la notification et à la remise par la Métropole des documents nécessaires à sa réalisation, et se déroulera sur une durée de 6 (six) mois.

ARTICLE 8 : MODALITE DE VERSEMENT

Le versement de la contribution forfaitaire, s'effectuera comme suit, 50% au démarrage de l'étude et 50% au rendu final, dès réception de la facture sur CHORUS PRO, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement Société Générale, sous les références suivantes :

Code banque : 30003, code guichet : 02100, numéro compte : 000 3727 4905, clé RIB : 60.

ARTICLE 9 : RESILIATION

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entrainera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La loi française s'applique à la présente Convention. A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le Fait en 2 exemplaires

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Jean-Pierre GIRAN
Président

Pour le CAUE VAR
Marc LAURIOL
Conseiller Départemental du Var
Président du CAUE Var
Chargé de mission auprès du Président du
Conseil Départemental « aides financières et
techniques aux communes »